

# La santé est-elle soluble dans la commercialisation ?

Ils sont « pour une santé non commerciale » et contre les accords secrets de Maggie De Block. Ce 6 avril, c'est le coup d'envoi d'une campagne qui va durer un an.

● **Pascale SERRÉ**

Ce samedi 7 avril, c'est la Journée mondiale de la santé. Pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, des collectifs citoyens, des ONG, des syndicats et des mutualités en profitent pour organiser des actions spéciales dans 47 villes du monde. Dans leur viseur : la commercialisation de la santé et le lobbying pharmaceutique. Une première mise en jambes est organisée ce vendredi 6 avril à Bruxelles, par la Plateforme d'Action santé et solidarité : rassemblement sur la place du Luxembourg dès 11 h (\*). Mais qu'est-ce qu'ils veulent ?

**1. Les marges du « big pharma »** « Les pouvoirs publics européens mettent de moins en moins d'argent dans les politiques de santé publique et de protection sociale. Le prix des médicaments explose : on a déjà 30 % de malades chroniques qui n'achètent pas tous les médicaments prescrits par leur médecin. Pendant ce temps, les opérateurs commerciaux actifs dans la santé ne cessent d'augmenter leurs marges bénéficiaires », résume Sarah Melsens, coordinatrice du Réseau européen contre la commercialisation de la santé. Qui dénonce aussi « les accords secrets entre les

États européens et l'industrie pharmaceutique : ils font exploser le prix des médicaments ».

**2. Quels accords secrets ?** En Belgique, les pouvoirs publics négocient aussi avec les firmes pharmaceutiques le remboursement temporaire de médicaments innovants et coûteux, ceux dont le rapport coût-bénéfice n'est pas encore certain. Ils sont couverts par la convention article 81 : convention publique mais annexes confidentielles. « C'est tout bénéfice pour l'industrie », grognent les promoteurs du Réseau européen.

**3. Libérer les données** « Il se fait que Maggie De Block investit beaucoup dans les médicaments innovants, note la coordinatrice du Réseau européen. Le budget pour ces médicaments a explosé depuis 2015. On voudrait un rééquilibrage. On veut sortir des accords secrets, la transparence des données. » Et aussi instaurer le modèle kiwi, comme aux Pays-Bas : des appels d'offres avec l'industrie,

pas des accords secrets.

**4. Le « kiwi », c'est non** Les négociations « article 81 » représentent-elles forcément un avantage pour l'industrie ? La ministre de la Santé Maggie De Block argumente : « En Belgique, l'industrie pharmaceutique emploie 35 000 personnes et paie chaque année 300 millions € de taxes. Impossible de demander cela au secteur si on introduit le modèle « kiwi ». Leurs marges de gains seraient fortement limitées. » Et puis, ajoute-t-elle, l'État belge a essayé d'instaurer le modèle kiwi en 2007. « Ça ne marche pas... »

**5. Un an d'actions** Et donc, si les organisateurs prévoient un an d'actions européennes à partir de samedi, c'est pour sensibiliser les eurodéputés sur la non-commercialisation de la santé. « L'idée, c'est une grande action dans un an, le 7 avril 2019. On sera alors à un gros mois des élections européennes de mai 2019 », rappelle Sarah Melsens. ■  
 »(\*) [www.sante.solidarite.be](http://www.sante.solidarite.be)